



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°27 2024

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Les réserves de change sont stables depuis début 2024, oscillant autour de 20 Mds USD ;
- ❖ **Bhoutan** : La Banque Asiatique de Développement (BAsD) a dévoilé sa stratégie de partenariat pays pour le Bhoutan ;
- ❖ **Inde** : Creusement du déficit commercial en août à 29,65 Mds USD ;
- ❖ **Maldives** : Dégradation de la note souveraine des Maldives par Moody's ;
- ❖ **Népal** : Présentation de la stratégie de mobilisation des recettes publiques 2024-25 par le Ministre des Finances ;
- ❖ **Pakistan** : La facilité élargie de crédit (EFF) du Pakistan à l'agenda du prochain Conseil d'Administration du FMI ;
- ❖ **Sri Lanka** : Annonce d'un accord avec les créanciers privés du pays.

À RETENIR

29,65 Mds USD

Déficit commercial de l'Inde en août 2024

Bangladesh

Les réserves de change sont stables depuis début 2024, oscillant autour de 20 Mds USD

A la mi-septembre, les réserves de change brutes s'élevaient à 19,44 Mds USD (selon la sixième édition du Manuel de Balance des Paiements, BPM6), au même niveau qu'en janvier 2024 (19,91 Mds USD). Les réserves ont enregistré une évolution relativement bonne pendant l'été, la Banque centrale expliquant ces résultats positifs par une forte augmentation des transferts de fonds ces derniers mois, avec une hausse de 40% en glissement annuel pour le mois d'août.

Depuis l'arrivée du nouveau gouverneur de la Bangladesh Bank en août 2024, plusieurs initiatives ont été prises par la Banque centrale afin d'améliorer la gestion des devises étrangères. Elle a notamment réduit la vente de dollars provenant des réserves et assoupli le système du « *crawling peg* » pour accélérer le processus de libéralisation du taux de change USD/BDT. Aujourd'hui, le taux de change se situe autour de 120 USD/BDT, contre 117 USD/BDT en août, ce qui correspondrait à son taux de marché selon la banque centrale.

Les partenaires de développement devraient engager d'importants financements nouveaux pour le Bangladesh

A la demande du gouvernement intérimaire, la Banque mondiale prévoit de mobiliser jusqu'à 2 Mds USD de nouveaux financements pour l'exercice fiscal 2024-2025, tandis que la Banque asiatique de développement (BAsD) envisage d'apporter 900 M USD au cours des six prochains mois, et la Banque islamique de développement (IsDB) entre 4 et 5 Mds USD sur les trois prochaines années. Les nouveaux engagements de la Banque mondiale devraient se traduire par un soutien budgétaire pour appuyer les réformes dans les secteurs bancaire et financier, ainsi que par des financements de projets dans les domaines de l'énergie et de la santé. La Banque mondiale devrait également réaffecter environ 1 Md USD supplémentaires provenant de ses programmes déjà existants, en consultation avec le gouvernement.

La BAsD a annoncé qu'elle fournirait un soutien budgétaire de 400 M USD d'ici décembre, ainsi qu'un prêt de 500 M USD (premier volet d'un prêt total de 1,5 Md USD) pour aider le pays à réformer ses secteurs bancaire et énergétique. Des discussions sont également en cours pour l'attribution d'environ 1 Md USD supplémentaire de soutien budgétaire.

L'IsDB prévoit de financer des secteurs clés pour le Bangladesh, comme les infrastructures, l'adaptation au changement climatique et le développement socio-

économique. Un soutien pour le financement de fioul via l'International Islamic Trade Finance Corporation (ITFC) serait notamment discuté.

Pour rappel, le gouvernement aimerait également obtenir 3 Mds USD supplémentaires sur le programme FMI, à la suite du programme initié à l'automne 2022.

La dette externe du Bangladesh s'élève à 22,6% du PIB à la fin de l'année fiscale 2023-2024

La dette externe du Bangladesh a atteint 103 Mds USD à la fin de l'année fiscale 2023-2024, soit une augmentation de 5% en glissement annuel. Le ratio de la dette externe du pays par rapport au PIB est aujourd'hui de 22,6 %, contre 15,6% en 2016, et la dette par habitant s'élève à 605 USD, contre 257 USD en 2016. La part de la dette externe du secteur public s'élève à 83 Mds USD, tandis que le secteur privé représente 20 Mds USD.

Au cours des quinze années de gouvernance Hasina, la dette externe a augmenté de près de 350 %, avec une forte accélération pendant la crise du Covid, de 65 Mds USD à 98 Mds USD entre 2020 et 2023.

En ce qui concerne le secteur public, le service de la dette externe a augmenté de près de 26% en glissement annuel, soit 3,3 Mds USD pour FY24, alors que la forte dépréciation du taka contribue à rendre plus difficile le remboursement des prêts libellés en dollars. Pour mémoire, cette dette publique externe est principalement détenue par des bailleurs multilatéraux dont la Banque mondiale (31 %), et la Banque Asiatique de Développement (23 %).

Une mesure fiscale controversée du précédent gouvernement a été officiellement rapportée

Le gouvernement intérimaire a décidé de revenir sur une disposition fiscale controversée qui avait été mis en œuvre par le précédent gouvernement dans son budget 2024-2025. Cette mesure fiscale préférentielle proposait un taux d'imposition de 15% pour les actifs non préalablement déclarés, bien en dessous du taux moyen d'imposition de 30%, afin d'encourager les contribuables à régulariser leur situation. Aucune poursuite judiciaire ne sera engagée par l'administration fiscale à l'encontre des individus volontairement engagés dans cette démarche de régularisation de leurs biens et revenus.

Après avoir fait l'objet de nombreuses critiques lors de son annonce, avec des accusations de blanchiment d'argent, cette disposition a donc été appliquée pendant 2 mois avant d'être officiellement rapportée par le *National Board of Revenue* (NBR).

Bhoutan

La Banque Asiatique de développement (BAsD) a dévoilé sa stratégie de partenariat pays pour le Bhoutan

Le nouveau plan stratégique mise en œuvre par la BAsD, couvrant la période 2024-28, entend promouvoir « une croissance inclusive, durable, résiliente et créatrice d'emplois » au Bhoutan à travers (i) le renforcement des capacités institutionnelles du secteur public et le développement du secteur privé, (ii) la construction d'infrastructures résilientes et adaptées au changement climatique ainsi que (iii) le soutien au développement du capital humain et à l'employabilité des jeunes.

L'appui budgétaire fourni par la BAsD s'élèvera aux alentours de 420 MUSD¹ sous forme de prêts concessionnels, de subventions ainsi que d'assistance technique. Avec un portefeuille s'établissant à près de 1,1 Md USD depuis son implantation en 1966, la BAsD est l'un des principaux partenaires de développement du Bhoutan, aux côtés de l'Inde, qui, pour mémoire, participe au financement du 13^{ème} Plan quinquennal bhoutanais à hauteur de 20% de l'enveloppe budgétaire totale.

Cette stratégie de partenariat pays est alignée avec les priorités économiques nationales, à savoir la réduction du déficit structurel de l'ordre de 5% ainsi que du chômage des jeunes estimé à 28,6% en 2022. Les financements de la BAsD visent à renforcer la capacité de financement restreinte du Bhoutan, due à un endettement public élevé qui s'établit à 130% du PIB à l'issue de l'exercice budgétaire 2022-23, ce qui peut constituer un risque dans la mise en œuvre optimale des projets financés par la BAsD.

Révision à la baisse des prévisions de croissance à l'issue du quatrième trimestre 2023-24

Le ministère des Finances du Bhoutan a ajusté les prévisions de croissance économique au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2023-24 à 6,1%, soit 0,2 point de pourcentage par rapport aux estimations du troisième trimestre, selon le *Macroeconomic Situation Report*.

Cet ajustement est attribué à une performance en dessous des attentes dans le secteur du tourisme, malgré une augmentation de 47% des arrivées de touristes en juin 2024 par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse est en partie imputable à la réduction de la taxe pour les touristes non-indiens. Le gouvernement bhoutanais a ainsi revu à la baisse ses objectifs de fréquentations touristiques pour 2024 et 2025, les ramenant respectivement de 200 000 à 150 000 et de 300 000 à 250 000. Le tourisme demeure un secteur clé de l'économie bhoutanaise, avec une prépondérance des flux touristiques provenant de l'Inde (69% en 2023-24), laquelle bénéficie d'un tarif journalier préférentiel (1200 INR par jour, soit 15 USD).

¹ Les trois volets de la stratégie incluent respectivement une enveloppe budgétaire de 76 MUSD, 324 MUSD et 43 MUSD.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Creusement du déficit commercial en août à 29,65 Mds USD

Selon les récentes données publiées par le Ministère du Commerce, le déficit commercial de l'Inde a atteint 29,65 Mds USD en août, contre 24,2 Mds USD un an plus tôt, et 23,5 Mds USD au mois de juillet. Cette mauvaise performance s'explique à la fois par la baisse des exportations de marchandises, qui ont chuté à 34,71 Mds USD au mois d'août, contre 38,28 Mds USD en août dernier, et par une forte hausse des importations qui ont atteint un record de 64,36 Mds USD, contre 62,30 Mds USD il y a un an. Selon un sondage Reuters, les économistes avaient anticipé un déficit moindre, à 23 Mds USD. Cette évolution est imputable à la progression des importations d'or, passées de 3,1 Mds USD en juillet à 10,1 Mds USD, en raison des effets-prix (hausse des cours) et des volumes (hausse des quantités d'or importées, en partie pour se prémunir contre des hausses ultérieures, dans la perspective de Divali).

Le secrétaire au Commerce Sunil Barthwal impute ces mauvaises performances à la conjoncture internationale, en faisant référence à la baisse du prix du pétrole et au ralentissement de la Chine, mais aussi à la baisse des droits de douane sur l'or de 15 % à 6% et aux stocks réalisés en prévision de la saison des festivals.

Les exportations de services en août ont pour leur part atteint 30,69 Mds USD, tandis que les importations de services se sont établies à 15,70 Mds USD, contre 28,71 Mds USD et 15,09 Mds USD respectivement, un an plus tôt.

Hausse de l'indice des Prix à la Consommation (IPC) à 3,7% en août, contre 3,6 % le mois précédent

La hausse des prix de détail a atteint 3,65%, en glissement annuel en août, contre 3,54% un mois plus tôt (son plus bas niveau depuis cinq ans), selon des données publiées jeudi dernier.

L'inflation alimentaire, qui représente environ la moitié du panier global de l'IPC, s'est accélérée à 5,66 % en août, 5,42 % le mois précédent (son niveau le plus bas depuis treize mois), selon les données. En particulier, la hausse des prix des légumes a été de 10,71 % en août, contre 6,83 % le mois précédent. Cela est imputable aux inquiétudes suscitées par les pluies de mousson irrégulières qui pourraient avoir un impact sur les rendements des cultures, la mousson ayant été irrégulièrement répartie selon les régions. L'inflation sous-jacente demeure stable à 3,4 %, même niveau qu'en juillet.

L'inflation effective demeure ainsi dans la fourchette de tolérance comprise entre 2 et 6 % de la Reserve Bank of India (RBI). Cependant, elle est encore loin du centre de

l'objectif de la RBI, fixé à 4 %, comme l'a déclaré le gouverneur de la Banque centrale, Shaktikanta Das, à de nombreuses reprises.

La faiblesse de la roupie, associée aux risques liés à la mousson, devrait maintenir les pressions inflationnistes à un niveau élevé à court terme. Les estimations préliminaires des économistes tablent ainsi sur un IPC qui s'inscrirait à 5,1 % en g.a. en septembre.

La baisse de 50 points de base du taux des Fed Funds redonne une marge de manœuvre à la RBI

L'ampleur de la baisse des taux directeurs de la FED renforce la probabilité de voir la RBI amorcer son inflexion de politique monétaire plus tôt que prévu. Pour mémoire, l'objectif interne de lutte contre l'inflation semblait jusqu'à une date récente l'emporter sur toute autre considération, dans un contexte où les tensions inflationnistes alimentées par la hausse des prix alimentaires et où la perspective de voir l'IPC dépasser nettement la cible de 4 % en septembre (cf. supra) justifiaient le maintien du biais restrictif de la politique monétaire.

La diminution de 50 points de base du taux des Fed Funds devrait en effet contribuer à une nette diminution des pressions à la dépréciation de la roupie face au dollar, qui depuis plusieurs semaines est proche du cours de 84 INR, obligeant la RBI à défendre la parité en intervenant sur le marché des changes et en cédant des dollars. Le différentiel de taux d'intérêt, conjugué aux flux passifs alimentés par l'inclusion indicielle, devrait toutes choses égales par ailleurs, participer d'une intensification des entrées de capitaux que la RBI devra contrecarrer.

Dans cette perspective, la levée du biais restrictif de l'orientation de la politique monétaire pourrait être effective dès le prochain Conseil de Politique monétaire d'octobre.

Publication d'un document relatif aux performances économiques des États indiens de 1960-1961 à 2023-2024 par le Comité Economique Consultatif du Premier ministre

Selon un récent document de travail du Comité Economique Consultatif du Premier Ministre (EAC-PM), les revenus par habitant du Maharashtra et du Gujarat sont restés supérieurs à la moyenne nationale depuis les années 1960. Selon les données de 2023-2024, le Gujarat se situerait à 160,7 % de la moyenne nationale contre 150,7 % pour le Maharashtra. A l'inverse, le Bengale occidental a enregistré une baisse continue du revenu relatif par habitant, à 83,7 % de la moyenne nationale en 2023-2024, alors qu'en 1960-1961 il était supérieur de 27 % à la moyenne nationale (soit le troisième Etat avec le revenu par habitant le plus élevé).

Le revenu relatif par habitant reste le plus élevé à Delhi, au Telangana, au Karnataka et dans l'Haryana, et le plus bas au Bihar, selon le document. En 2023-2024, le revenu relatif par habitant de Delhi était de 250,8 %, ce qui indique que le revenu moyen y

est 2,5 fois supérieur à la moyenne du pays. La capitale avait également le revenu par habitant le plus élevé en 1960-1961.

L'Odisha, traditionnellement considéré comme un État à la traîne, a vu son revenu relatif par habitant passer de 55,8 % en 2000-2001 à 88,5 % en 2023-2024.

Alors que le Pendjab et l'Haryana ont bénéficié de l'augmentation des niveaux de revenu après la révolution verte dans les années 1960, les trajectoires économiques de ces deux États ont divergé. Le revenu par habitant du Pendjab était ainsi de 106,7 % de la moyenne nationale en 2023-2024, contre 119,6 % en 1960-1961 alors que le revenu relatif par habitant de l'Haryana s'élevait à 176,8 % en 2023-2024, contre 106,9 % en 1960-1961.

Parmi les petits États, le Sikkim et Goa ont enregistré des progrès remarquables et sont maintenant les États les plus riches de l'Inde, en PIB par habitant. Le revenu par habitant du Sikkim est passé de 93 % de la moyenne nationale en 1990-1991 à 319 % en 2023-2024. De même, le revenu relatif par habitant de Goa a doublé, passant de 144 % en 1970-1971 à 290 % en 2023-2024.

Le document fait écho au récent débat de plusieurs États du Sud selon lesquels ils contribuent à une part plus élevée du PIB de l'Inde sans obtenir une augmentation de leur part des transferts de l'État fédéral, calculée selon la formule de la Commission des finances.

La part du Karnataka dans le PIB de l'Inde est ainsi passée d'environ 6,2 % en 2000-2001 à 8,2 % en 2023-2024. L'Andhra Pradesh indivisible (Andhra Pradesh plus Telangana) représente maintenant 9,7 % du PIB, soit une augmentation de 2,1 points de pourcentage depuis 1990-1991, principalement imputable au Telangana. Le Kerala semble être le seul État du Sud à avoir vu sa part dans le PIB diminuer. Alors que la part de l'État est passée de 3,4 % en 1960-1961 à un pic de 4,1 % en 2000-2001, elle a depuis chuté à 3,8 % en 2023-2024.

Maldives

Dégradation de la note souveraine des Maldives par Moody's

Après Fitch, c'est au tour de Moody's de réviser la notation à long terme des Maldives, qu'elle vient de ramener de CAA1 à CAA2, en s'appuyant sur l'augmentation significative de la dette au cours des dernières années, le tarissement des réserves de change et l'accroissement du risque de défaut, ainsi que sur les faiblesses du pays en matière de gouvernance. La notation des Sukuks en devises a fait l'objet d'une dégradation similaire.

Entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre la Chine et les Maldives le 1^{er} janvier 2025

L'entrée en vigueur de cet accord, ratifié en novembre 2017, avait été reportée par le gouvernement maldivien précédent. Il s'agit du premier ALE conclu par les Maldives, qui sont également en négociations avancées avec la Turquie. Il permet aux deux pays d'utiliser leurs monnaies respectives pour le règlement de leurs échanges commerciaux et supprime les droits de douane sur 91% des produits. Il contient également des dispositions en matière d'échanges de services, d'investissement, de règles d'origine, de procédures douanières et de facilitation des échanges, de règlement des litiges commerciaux, d'obstacles techniques au commerce et sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

Népal

Présentation de la stratégie de mobilisation des recettes publiques 2024-2025 par le Ministre des Finances

Le ministre des Finances, Bushnu Prasad Paudel, a présenté le plan stratégique budgétaire pour l'exercice budgétaire 2024-25, qui a débuté le 15 juillet. Dans un contexte de croissance modérée des recettes fiscales et d'augmentation soutenue des dépenses publiques, le Népal a enregistré un déficit budgétaire de 5,9 % du PIB pour l'exercice 2023-24. Ce déséquilibre budgétaire a été principalement financé par un recours accru aux emprunts extérieurs et domestiques, ce qui a alourdi le fardeau de la dette publique.

Comme à l'accoutumée, le ministre des Finances s'est ainsi fixé des objectifs fiscaux ambitieux sur l'exercice en cours, en lien avec le 16^{ème} Plan quinquennal népalais, s'assignant pour priorité la hausse des recettes publiques à 23,5% du PIB d'ici 2028-2029, contre 18,9% en 2022-23. Le Plan prévoit également une augmentation des recettes fiscales à 20,9% du PIB sur la même période. Ces objectifs s'inscrivent dans les orientations de consolidation budgétaire formulées par le Népal dans son Plan quinquennal.

Pakistan

La facilité élargie de crédit (EFF) du Pakistan à l'agenda du prochain Conseil d'Administration du FMI.

Le Conseil d'administration examinera le 25 septembre la mise en place d'un nouveau programme Pakistan sous la forme d'une facilité élargie de crédit (EFF – *Extended Fund Facility*) pour un montant de 5,320 M DTS (près de 7 Mds USD, soit 261,9% de la quote-part du Pakistan au FMI) pour une durée de trente-sept mois couvrant la période du 25 septembre 2024 au 15 septembre 2027. Il s'agirait du 24^{ème} programme FMI dont

bénéficierait le Pakistan, qui prendrait la suite de l'accord de confirmation (« stand-by arrangement ») de 3 Mds USD conclu en juillet 2023 et qui a pris fin en avril 2024.

Rapport du 1^{er} semestre 2024 sur les performances du secteur bancaire

Le rapport du premier semestre 2024 publié cette semaine par la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) note les points suivants : le volume d'activité des banques a augmenté de 11,5% au cours du premier semestre du fait des investissements dans les emprunts du Trésor. Compte tenu de la pondération nulle de ces derniers, les ratios de solvabilité du secteur bancaire sont maintenus à un niveau élevé, le ratio d'adéquation des fonds propres (*Capital Adequacy Ratio*) s'étant amélioré de 17,8% au premier semestre 2023 à 20 % actuellement.

Alors que le financement des entreprises de taille moyenne stagnait, les financements (hors micro-crédit) à long terme des petites PME affichent une reprise ténue de 4% sur le semestre, faisant suite à une contraction de 20% sur le premier semestre 2023).

Les dépôts de la clientèle ont contribué à hauteur de 82,8 % à l'augmentation des dépôts au premier semestre 2024, le reliquat provenant des dépôts des institutions financières. Une analyse plus approfondie indique que la croissance maximale a été observée pour les dépôts à vue, soit 16,1 %, suivis de l'épargne, avec une croissance de 9,8 %, et des dépôts à terme, qui progressent de 8,5 %.

La partie du rapport concernant les risques systémiques (SRS) met en exergue les deux risques principaux qui menacent le système financier : l'incertitude politique et le risque de change (l'inflation est citée comme un « risque maîtrisé »).

Finance islamique : croissance des dépôts, résultats en deçà des prévisions en matière de sukuks

La Commission des opérations de bourse du Pakistan indique que la Finance islamique représentait un volume d'activité pendant l'année budgétaire 2023/2024 de plus de 42 Mds USD, dont un tiers seulement ressortit aux filiales islamiques des banques généralistes. Cependant, les obligations islamiques (Sukuks pour l'Etat et pour les entreprises) ne représentent que 6 % de la totalité des obligations émises au cours de l'année budgétaire 2023/2024 et les contrats d'assurance islamique n'ont représenté en 2023/2024 que 1 % de la totalité des contrats d'assurance signés.

Progrès des exportations de services de technologies de l'information (TI) tirées par les pays du Golfe

Les exportations de TI ont augmenté en août de 27 % en g.a. (et de 4 % en glissement mensuel), atteignant 300 M USD pour le seul mois d'août -la moyenne mensuelle des exportations de TI au cours de l'année budgétaire 2023 était de 275 MUSD-. La progression des exportations de TI s'explique essentiellement par les relations avec

des entreprises émiriennes et saoudiennes qui sous-traitent une partie de leurs services informatiques au Pakistan. L'assouplissement de la politique de la Banque centrale pakistanaise (State Bank of Pakistan – SBP) explique aussi que les exportateurs de TI pakistanais, qui ont externalisé une partie de leurs activités à Dubaï, arrivent à rapatrier une partie de leurs bénéfices au Pakistan, comme l'indique le journal en ligne « Topline Securities ».

Le différend fiscal en cours entre les gouvernements provinciaux et les opérateurs de télécommunications de longue distance et internationaux (LDI) a été transmis au Conseil spécial de facilitation des investissements (SIFC)

La forte augmentation des impôts provinciaux vis-à-vis des sociétés de services de téléphonie avait amené les opérateurs LDI à demander une baisse de la fiscalité au niveau des Cours suprêmes des provinces qui ont indiqué ne pas être compétentes en la matière. Le ministère des Technologies de l'information a de ce fait décidé de demander au SIFC (un organisme de nature politico-militaire) de statuer sur cette affaire qui risque d'entraîner de nouveaux désinvestissements et un appauvrissement des sites de technologies de pointe du Pakistan. Les raisons sociales de ces sociétés, les taux de prélèvements auxquels elles sont astreintes et/ou les montants en cause n'ont pas été publiés.

Annonce de l'implantation de la première entreprise chinoise dans la filière textile.

Les entreprises chinoises Rainbow Industries Ltd et Shaoxing Chemical Industry ont annoncé leur intention d'implanter une usine au Pakistan qui produira des matières premières bon marché (polyester, fabriquer de fibres textiles synthétiques de type « Dacron ») pour l'industrie textile. Le projet accompagné par la structure civilo-militaire « *Special Investment Facilitation Council* (SIFC) » bénéficiera d'un programme de franchise de taxes pour l'importation des machines et d'une franchise d'impôt sur les sociétés de dix ans.

Les hydrocarbures, les transports et les BRICS à l'agenda de la visite du vice-Premier ministre russe

Un communiqué de presse du cabinet du Premier ministre Shebaz Sharif indique que le Pakistan et la Russie vont signer des accords de gouvernement à gouvernement en matière d'approvisionnement en pétrole brut et en GNL et en matière de développement des infrastructures gazières au Pakistan. Par ailleurs, le vice-Premier ministre russe Alexei Overchuk a déclaré que Moscou soutiendrait la candidature du Pakistan aux BRICS. Le Pakistan a par ailleurs annoncé son adhésion à la création et au développement du corridor de transport international Biélorussie-Russie-Kazakhstan-Ouzbékistan-Afghanistan-Pakistan.

Sri Lanka

Annonce d'un accord avec les créanciers privés du pays

Le Sri Lanka a annoncé le 19 septembre avoir conclu un accord pour restructurer environ 17,5 Mds USD de dette extérieure privée, obtenant une réduction de « 40,3% de la valeur actuelle nette ». Dans le même temps, il aurait procédé à la restructuration de sa dette à l'égard de la China Development Bank, également classée comme créancier privé (2,2 Mds USD selon le ministère des Finances à comparer avec 3,3 Mds USD annoncés dans la presse). Rappelons que le « fonds vautour » Hamilton Reserve Bank, qui s'est porté acquéreur de titres de dette srilankaise à hauteur de 240 M USD environ, refuse tout accord accordant une décote sur la dette du pays et poursuit le Sri Lanka en justice.

Hausse du salaire mensuel minimum appliqué dans le secteur privé

Il a été porté à 21 000 LKR (70 USD environ) le 1^{er} septembre, chiffre en hausse de 40% par rapport au niveau de 2021. Les employeurs du secteur privé verseront 17 500 LKR auquel s'ajoutent 3 500 LKR supplémentaires par l'Etat, prévus dans le cadre des lois d'allègement budgétaire n° 36 de 2005 et n° 4 de 2016.

Baisse de l'impôt sur le revenu dans un contexte de bonne tenue des recettes fiscales

Le Cabinet a décidé le 13 septembre, arguant d'un accord avec le FMI, de réduire l'impôt sur le revenu (PAYE ou Pay As You Earn) à partir de l'année prochaine. Il s'applique à toute personne gagnant plus de 1,2 MLKR/an (près de 4000 USD) par tranches allant de 6 à 36% (cette dernière pour les revenus mensuels supérieurs à 3300 USD). Cette mesure représente une réduction de la pression fiscale comprise entre 6 et 25%. L'effet sur le budget resterait marginal, le coût pour les finances publiques étant inférieur à 0,1% du PIB. La collecte budgétaire reste très dynamique cette année avec des recettes en hausse de 28,5% au cours des huit premiers mois de 2024. Elles atteignent 1 200 Mds LKR (3,97 Mds USD) à comparer à 956 Mds LKR (2,9 Mds USD) au cours de la période correspondante de 2023. Cette évolution est liée à l'amélioration de la conjoncture économique du pays et à une collecte plus efficace.

Fin en vue des restrictions appliquées aux importations mais persistance de retards en matière de facilitation des échanges

Justifiant sa décision par l'amélioration du niveau des réserves de change et la bonne tenue de la devise nationale, le Sri Lanka a décidé de lever toutes les restrictions à l'importation de véhicules d'ici février 2025. Ces importations avaient été suspendues

en 2021 dans un contexte de grave crise économique et financière. Le Sri Lanka reste toutefois très en retard dans la mise en œuvre de ses engagements envers l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) auquel il a adhéré en mai 2016. Il n'a ainsi rempli que 37,4% de ses engagements à ce titre. Le Cabinet a adopté un nouveau « plan d'action 2025-2028 pour stimuler le commerce international » afin d'accélérer la mise en conformité du pays.

Le PIB du Sri Lanka a progressé de 4,7% en rythme annuel au deuxième trimestre 2024 (après 5,3% au 1^{er})

L'agriculture a progressé de 1,7%, l'industrie de 10,9% et les services de 2,5%. Ce résultat a été obtenu grâce à une bonne maîtrise de l'inflation, la stabilité de la devise nationale, l'augmentation des arrivées de touristes et des précipitations en hausse, qui ont permis d'augmenter la production d'électricité hydroélectrique.

Les réserves nettes de changes restent négatives malgré une amélioration continue

Fin juillet 2024, les réserves nettes de change restaient négatives à hauteur de 728 M USD. Elles étaient négatives de 4,6 Mds USD mi-2022.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC+	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa2	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr